



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

avocats

Question écrite n° 53150

Texte de la question

M. Jean-Pierre Abelin appelle l'attention de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur la dégradation de la situation en matière d'aide juridique pour la profession d'avocat. L'aide juridique comprend, selon la loi du 10 juillet 1991, l'aide juridictionnelle, l'aide à l'accès au droit et l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue. En matière d'aide juridictionnelle, la rétribution des avocats est loin d'être suffisante et n'a que fort peu augmenté depuis la loi du 10 juillet 1991. Pourtant, les missions d'aide juridictionnelle sont assurées au profit des plus démunis par des avocats exerçant individuellement, souvent jeunes, constituant une charge non négligeable qui peut devenir oppressante. En matière d'accès au droit, la loi du 18 décembre 1998 a institué l'indemnisation dans des domaines non juridictionnels comme la transaction ou la médiation pénale. L'absence de décret d'application pénalise fortement les avocats qui, dans ces affaires, sont commis d'office sans rémunération. Enfin, la loi du 15 juin 2000 renforçant la présomption d'innocence qui prévoit notamment l'intervention d'un avocat dès le début de la garde à vue, puis à l'issue de la 20e heure, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2001, ne s'accompagne pas d'une augmentation substantielle de l'indemnisation prévue aujourd'hui, alors que ces missions vont se multiplier. Par conséquent, il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre pour permettre à la profession d'avocat non seulement de continuer à assumer la charge de la défense des plus démunis, mais encore de faire face à l'augmentation de leurs interventions.

Texte de la réponse

La garde des sceaux, ministre de la justice, fait connaître à l'honorable parlementaire que les décrets portant application de la loi du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits sont achevés et ont été soumis à la consultation des juridictions et des professionnels du droit concernés. Consciente de la nécessité de satisfaire le besoin d'accès à la justice et d'accès au droit, elle a procédé le 13 décembre à l'installation d'une commission présidée par M. Paul Bochet et regroupant des personnalités de divers horizons en la chargeant de remettre à plat le dispositif d'aide juridique. Les travaux de cette instance qui seront conduits dans un esprit de large concertation et qui devront être achevés d'ici le 30 avril 2001 devront déboucher sur des propositions concrètes de telle sorte qu'un projet de loi puisse être finalisé à l'été 2001. Dans l'intervalle, sont appliquées les mesures d'urgence prévues dans le protocole d'accord qu'elle a conclu le 18 décembre 2000 avec les organisations professionnelles représentant les avocats et traduites dans un décret n° 2001-52 en date du 17 janvier 2001 publié au Journal officiel le 19 janvier 2001. Ce texte procède aux ajustements rendus nécessaires par l'évolution et la complexification de sept contentieux principaux (divorces et autres instances devant le juge aux affaires familiales, assistance éducative, procédures d'exécution devant le juge de l'exécution, contentieux devant les conseils des prud'hommes, baux d'habitation, procédures correctionnelles, procédures prévues par l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France). De même, pour tenir compte de l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2001, de la loi du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes, le montant de la contribution de l'Etat à la rétribution de l'avocat intervenant au cours de la garde à vue, est relevé. Est enfin prévue en matière d'application des peines une indemnisation de l'avocat assistant le condamné dans les

conditions fixées par l'alinéa 6 de l'article 722 du code de procédure pénale, pour la période du 1er janvier au 16 juin 2001.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Abelin](#)

Circonscription : Vienne (4^e circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 53150

Rubrique : Professions judiciaires et juridiques

Ministère interrogé : justice

Ministère attributaire : justice

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 octobre 2000, page 6203

Réponse publiée le : 12 février 2001, page 1011